REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

PARLEMENT FRANCOPHONE BRUXELLOIS

[C − 2019/10696]

30 NOVEMBRE 2018. — Décret relatif à la Cohésion sociale

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en application de l'article 138 de la Constitution.

TITRE I. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1°) le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

2°) les communes : les communes du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

3°) les communes éligibles : les communes du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale dont tout ou partie du territoire sont inclus dans la zone de revitalisation urbaine (ZRU) telle que définie par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 », au moment de l'entrée en vigueur du présent décret;

4°) l'action prioritaire : l'activité menée par un opérateur de cohésion sociale en vertu d'un des axes prioritaires tel que défini à l'article 4;

5°) la coordination locale : la coordination de la commune éligible concernée telle que définie au chapitre 6;

6°) la concertation locale : la concertation de la commune éligible concernée telle que définie au chapitre 5;

7°) le décret du 5 juin 1997 : le décret de la Commission communautaire française du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;

8°) le Conseil consultatif : la section « Cohésion sociale » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé créé en vertu du décret du 5 juin 1997;

9°) les opérateurs : les associations sans but lucratif agréées en vertu du présent décret;

10°) tous les titres et fonctions contenus dans le présent décret sont épicènes.

Art. 3. Par cohésion sociale, on entend l'ensemble des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, sans discrimination, l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement et dignement à la société, d'y être reconnu et de s'y reconnaître.

Ces processus visent en particulier la lutte contre toute forme d'exclusion sociale et de discrimination par le développement de politiques d'inclusion sociale, d'émancipation, d'interculturalité, de diversité socioculturelle, de reliances, de vivre et faire ensemble.

Ils sont mis en œuvre, notamment, par le développement croisé d'une politique publique de cohésion sociale en lien avec les communes et l'action sociale et d'une action associative de quartier, locale ou régionale.

Ces processus ont pour finalité de mener à une société intégrant la mixité sociale, culturelle, générationnelle et de genre.

TITRE II. — *De l'agrément des opérateurs de cohésion sociale*

CHAPITRE 1er. — *Les axes prioritaires*

Art. 4. La cohésion sociale s'établit en tenant compte des priorités fixées par le présent décret. Quatre axes prioritaires sont retenus :

1°) l'accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté des enfants et des jeunes;

2°) l'apprentissage du français et l'alphabétisation;

3°) l'inclusion par la citoyenneté interculturelle;

4°) le vivre et faire ensemble.

Le Collège arrête les objectifs et les modalités de mise en œuvre de ces axes prioritaires.

CHAPITRE 2. — *Des conditions générales d'agrément*

Art. 5. Dans la limite des crédits disponibles, le Collège agrée et subventionne des opérateurs pour réaliser les objectifs généraux définis à l'article 3.

Art. 6. Ces opérateurs doivent au moins être actifs dans un des quatre axes prioritaires définis à l'article 4. L'agrément est octroyé pour la réalisation d'une ou de plusieurs actions en vertu des axes prioritaires définis par le décret, ci-après dénommées actions prioritaires.

Art. 7. Pour être agréé en tant qu'opérateur de cohésion sociale, il faut réunir les conditions suivantes :

1°) être constitué en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juillet 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2°) avoir un siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et mener les activités pour lesquelles l'agrément est sollicité principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

3°) poursuivre les finalités définies à l'article 3 du présent décret;

4°) établir, si possible en collaboration avec les usagers ou bénéficiaires, un plan d'actions quinquennal. Ce plan d'actions pourra être actualisé en fonction de l'agrément octroyé. Le Collège arrête le contenu minimal et les modalités d'actualisation de ce plan d'actions;

5°) respecter les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, de la Convention des Nations-unies sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'appropriation du génocide commis par le régime nazi pendant la seconde guerre mondiale ou sous le couvert desquelles sont commises toutes autres infractions dont la commission est incompatible avec une reconnaissance par la Commission communautaire française.

CHAPITRE 3. — *Des conditions particulières d'agrément*

Art. 8. Les opérateurs peuvent être agréés pour une ou plusieurs actions prioritaires.

Art. 9. § 1er. L'action prioritaire est de type local ou régional.

§ 2. Les actions prioritaires sont de type local si elles se déroulent dans maximum deux communes. Ce critère s'apprécie indépendamment du nombre d'implantations au sein de la même commune ou du public qui fréquente l'association.

§ 3. Les actions prioritaires sont de type régional si elles se déroulent dans au moins trois communes. Ce critère s'apprécie indépendamment du nombre d'implantations au sein de la même commune ou du public qui fréquente l'association.

§ 4. Les actions prioritaires portées dans le cadre de l'axe prioritaire 3 sont toutes de type régional.

Art. 10. Les agréments peuvent être complétés par des orientations spécifiques. Ces orientations spécifiques reconnaissent une spécificité dans les modes et processus d'action, dans les publics cibles, dans les finalités de l'opérateur ou dans le terrain local d'actions. Il s'agit de :

1°) impulsion pour l'inclusion des publics ayant un trajet migratoire;

2°) action pour l'accueil et l'autonomisation des réfugiés, migrants, sans-papiers;

3°) développement de la citoyenneté responsable, active, critique et solidaire chez les enfants et les jeunes;

4°) participation à la vie démocratique;

5°) capacitation et responsabilisation en matière d'égalité des genres;

6°) autonomisation par la culture;

7°) création de reliances;

8°) inclusion d'un public désocialisé;

9°) création d'un lien parent-enfant;

10°) rupture des barrières sociales d'accès à l'enseignement supérieur ou à l'emploi;

11°) lutte contre les replis identitaires;

12°) éducation aux médias;

13°) lutte contre les théories du complot et les discours de haine;

14°) renforcement du réseau d'action autour des publics cibles et création d'intersectorialité;

15°) développement et recherche de pratiques novatrices ou expérimentales.

Art. 11. Les communes éligibles peuvent, après avis de la concertation locale, développer un maximum de cinq orientations spécifiques supplémentaires propres au territoire local.

Art. 12. Le Collège arrête les définitions et modalités de reconnaissance des orientations spécifiques.

CHAPITRE 4. — *Des procédures d'octroi, de modification, de renouvellement, de retrait et de suspension d'agrément*

Art. 13. Les opérateurs de cohésion sociale répondant aux critères définis par le présent décret et ses arrêtés d'exécution sont agréés par le Collège pour une durée de 5 ans renouvelable.

Art. 14. § 1er. La demande d'agrément, de modification d'agrément ou de renouvellement d'agrément doit être introduite auprès des Services du Collège.

§ 2. Pour les actions prioritaires visées à l'article 9, S 2, ta ou les communes ainsi que, le cas échéant, la ou les concertations locales des communes où les actions prioritaires se tiennent pourront remettre un avis motivé sur la demande d'agrément, de modification d'agrément et de renouvellement d'agrément. Les Services du Collège transmettent automatiquement tous les dossiers recevables qui ont trait à des actions prioritaires visées à l'article 9, S 2, à la coordination locale des communes éligibles concernées ou, le cas échéant, à la commune concernée qui instruira le dossier en collaboration avec les Services du Collège. L'avis de la concertation locale doit toujours intervenir avant celui de la commune. Si les avis de la concertation locale et de la commune convergent, le Collège est tenu de suivre l'avis. Il peut toutefois suspendre sa décision.

§ 3. Le Collège arrête les modalités particulières de demande, de modification et de renouvellement d'agrément.

Art. 15. Le Collège peut décider de suspendre un agrément en cas de manquements constatés au présent décret et à ses arrêtés d'application. Il arrête les modalités de suspension d'agrément.

Art. 16. Dans le cas où les manquements constatés en vertu de l'article 15 perdurent ou s'aggravent, le Collège peut décider de retirer l'agrément. Il arrête les modalités de retrait d'agrément.

Art. 17. § 1. Tout opérateur se voyant refuser un agrément, un renouvellement d'agrément ou une modification d'agrément peut introduire un recours auprès d'une commission de recours. Le Collège arrête la composition de la commission de recours après avis du Conseil consultatif. La commission compte au moins un représentant du Conseil consultatif et du Collège.

§ 2. Tout opérateur se voyant suspendre ou retirer son agrément peut introduire un recours auprès de la commission de recours mentionnée au S 1er. Ce recours n'est pas suspensif.

§ 3. Le Collège arrête les modalités de ces recours. Il doit au moins prévoir la motivation des décisions, la publicité des décisions et la possibilité pour l'opérateur d'être entendu.

CHAPITRE 5. — *Des concertations locales.*

Art. 18. § 1. Une concertation locale est créée dans chaque commune éligible. Elle réunit tous les acteurs de la cohésion sociale présents sur son territoire. Toutes les communes peuvent créer une concertation locale.

§ 2. Elle vise à permettre une meilleure information de ceux-ci, le développement de collaborations entre opérateurs de cohésion sociale, le travail en réseau, la transversalité des démarches, le décloisonnement des actions, l'intersectorialité des pratiques, l'échange de bons usages, le diagnostic et la connaissance des enjeux locaux en matière de cohésion sociale ainsi que la recherche de réponses collectives aux problèmes éventuels identifiés et d'une cohérence des actions retenues en application du présent décret avec d'autres programmes politiques, que ceux-ci relèvent des pouvoirs locaux, régionaux, communautaires, fédéraux, européens ou internationaux.

§ 3. La concertation locale est le lieu de rencontre avec d'autres secteurs organisés ou non travaillant à la cohésion sociale et au vivre et faire ensemble sur le territoire de la commune éligible.

Art. 19. § 1. Les opérateurs agréés portant au moins une action prioritaire de type local sont tenus de participer à la concertation de la commune où ils sont actifs.

§ 2. Les opérateurs agréés portant au moins une action prioritaire de type régional sont invités à participer aux concertations locales des communes où ils sont actifs.

§ 3. Sont invités permanents de chaque concertation locale :

1°) le membre du Collège ayant la Cohésion sociale dans ses attributions ou son représentant ;

2°) les services du Collège ;

3°) le CRACS tel que défini au Chapitre 8 ;

4°) le CREDAF tel que défini au Chapitre 9 ;

5°) le CREDASC tel que défini au Chapitre 10.

§ 4. Afin de favoriser la transversalité, le décloisonnement et l'intersectorialité, la concertation locale invite d'autres acteurs publics ou associatifs ne bénéficiant pas d'un agrément de cohésion sociale et actifs sur le territoire de la commune dans le champ de, entre autres :

1°) l'action sociale,

2°) la prévention,

3°) l'accueil des primo-arrivants,

4°) l'enseignement et de l'accrochage scolaire,

5°) l'accueil temps libre, du parascolaire, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse,

6°) la culture et de l'éducation permanente,

7°) La prévention de la santé et la santé mentale,

8°) la formation,

9°) l'insertion socio-professionnelle,

10°) l'intergénérationnel.

§ 5. La concertation locale peut inviter plus d'acteurs afin de favoriser la transversalité.

Art. 20. La concertation locale est présidée de droit par le Bourgmestre ou l'échevin de la commune ayant la cohésion sociale dans ses attributions. Son secrétariat est assuré par la coordination locale telle que définie au chapitre 6 du présent décret, le cas échéant.

La concertation locale peut se choisir un co-président en son sein.

Par défaut, la concertation locale se fait représenter par son président ou, le cas échéant, par la coordination locale.

Art. 21. La concertation locale doit, tant que possible, être représentée dans des organes interserctoriels locaux afin de favoriser le décloisonnement et la transversalité.

Art. 22. La concertation locale veille à organiser au moins une fois par an, une réunion conjointe avec les concertations de la ou d'une des communes avoisinantes ayant notamment pour objectif d'améliorer l'action communautaire autour des limites communales et d'échanger des pratiques et réalités. Les concertations locales sont encouragées à organiser ces réunions conjointement.

Art. 23. La concertation locale se réunit au moins trois fois par an et remet annuellement un rapport d'activité succinct selon les formes arrêtées par le Collège.

Art. 24. La concertation locale peut remettre des avis d'initiative sur des sujets touchant de près ou de loin à la cohésion sociale. Ces avis sont adressés, à tout le moins, à la commune et au Collège. Ils peuvent être adjoints d'une note de minorité.

Art. 25. Le Collège arrête les règles minimales de fonctionnement de la concertation locale afin d'y garantir l'accès et le droit de parole de tous. La concertation locale établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci précise au moins les modalités de vote en sachant que les opérateurs agréés doivent au moins représenter la majorité absolue des voix délibératives pour les votes qui concernent les avis mentionnés à l'article 14, S 2, du présent décret. La concertation locale dispose de l'autonomie d'action et d'organisation au-delà des éléments définis dans le présent décret et ses arrêtés d'application.

CHAPITRE 6. — *Des coordinations locales*

Art. 26. Afin de garantir la bonne exécution des objectifs du décret au niveau de chaque commune éligible, le Collège reconnaît une coordination locale par commune éligible, selon les modalités qu'il détermine. La coordination locale peut être exercée par la commune éligible ou par une asbl dont au moins cinquante pourcents des mandataires des organes de gestion sont nommés par la commune éligible.

Art. 27. § 1. La coordination locale est chargée d'organiser la coordination des activités des opérateurs agréés de cohésion sociale actifs sur son territoire, de les accompagner au niveau administratif, de leur apporter un soutien dans l'épanouissement de leur action sur le territoire local et de les évaluer. Elle est le relais entre le Collège et ses services, la commune éligible, les opérateurs agréés et les acteurs invités à participer à la concertation locale définie au chapitre 5. Le Collège arrête les modalités pratiques de la mission d'évaluation.

§ 2. Elle assure en outre :

1°) la mise à jour permanente d'une information sur l'offre sociale sur le territoire de la commune éligible;

2°) une analyse continue des problèmes et besoins sur le territoire de la commune éligible et l'établissement d'un rapport annuel à destination du Collège, de la section « Cohésion sociale » du Conseil consultatif, du Centre régional d'appui visé au chapitre 8, du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale de la commune éligible,

3°) l'organisation et le suivi de la concertation avec les différents acteurs de la cohésion sociale, telle que définie au chapitre 5;

4°) la représentation de la concertation locale dans différents organes intersectoriels favorisants le décloisonnement et la transversalité ;

5°) le lien entre le secteur local de la cohésion sociale et les autres champs d'actions locaux notamment dans les domaines de l'action sociale, de la prévention, de l'accueil des primo-arrivants, de l'enseignement, de l'accrochage scolaire, de l'Accueil temps-libres, de la jeunesse, de la culture, de la formation, de l'insertion socio-professionnelle, le logement, la mobilité, la santé et de l'intergénérationnel;

6°) la cohérence de l'action menée par les opérateurs de cohésion sociale entre les différents quartiers de la commune éligible et les quartiers limitrophes des communes avoisinantes;

7°) l'information aux citoyens de la commune éligible et aux acteurs publics et associatifs sur l'offre de service des opérateurs agréés de cohésion sociale;

8°) l'information aux opérateurs agréés présents sur le territoire de la commune éligible quant à l'offre de formation pour professionnels et pour volontaires, à la possibilité de partenariats, aux activités intersectorielles, aux mises en réseaux, etc.

Art. 28. La coordination locale travaille en réseau avec les autres coordinations locales sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. À cette fin, une chambre des coordinations locales est créée et doit se réunir au moins trois fois par an avec l'appui du CRACS en invité permanent. Le Collège arrête les missions, l'organisation et le fonctionnement de cette chambre.

Art. 29. La coordination locale organise au moins trois fois par an une réunion de liaison avec les services du Collège afin d'échanger sur le travail en lien avec les opérateurs agréés pour des actions prioritaires locales sur le territoire de la commune concernée. Tant que faire se peut, les visites de terrain sont effectuées conjointement par les services du Collège et la coordination.

Art. 30. Le Collège fixe le cadre et les modes d'action de la coordination locale, son organisation et son évaluation. Il peut arrêter un mode de financement des coordinations locales et de la chambre prévue à l'article 28.

CHAPITRE 7. — *Du subventionnement*

Art. 31. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, toute association bénéficiant d'un agrément en vertu du présent décret a le droit à un subventionnement. Ce subventionnement peut couvrir des frais de personnel et de fonctionnement en lien avec la ou les actions prioritaires pour lesquelles l'opérateur a été agréé. Le Collège arrête les modalités de justification.

Art. 32. § 1. La subvention peut comprendre deux parts : une part découlant de la ou des actions prioritaires et une part découlant des orientations spécifiques en fonction des dispositifs définis aux articles 9 et 10.

§ 2. Ces parts peuvent être fixes ou variables en fonction de critères fixés par le Collège. Le Collège arrête les modalités de calcul de ces parts.

Art. 33. § 1. Le financement des opérateurs de cohésion sociale s'opère par la liquidation de la subvention calculée en fonction des paramètres définis par le présent décret.

§ 2. Au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, une première avance de 50 % de la subvention est liquidée et, au plus tard le 30 juin, une deuxième avance égale à 40 % de la subvention est liquidée. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.

§ 3. Passées les échéances visées au paragraphe 2, les avances restant dues porteront intérêts de retard au taux de l'intérêt bancaire moyen, tel que fixé par la Banque nationale de Belgique, de plein droit.

Art. 34. Dès l'année qui suit la première année complète de subventionnement d'un opérateur agréé, le montant des subsides visés dans le présent chapitre est indexé annuellement au 1er janvier, suivant la formule suivante :

$$\frac{\text{(montant total de la subvention incluant les parts aux orientations spécifiques) x indice santé du mois de décembre de l'année précédente}}{\text{indice santé du mois de décembre précédent l'année de l'octroi, de la modification ou du renouvellement de l'agrément}}$$

Art. 35. Les opérateurs doivent tenir une comptabilité en partie double par année budgétaire et fournir annuellement un bilan et un compte de recettes et dépenses selon le modèle imposé par le Collège et ce au plus tard le 31 mars de chaque année.

CHAPITRE 8. — *Du Centre régional d'appui*

Art. 36. Le Collège désigne et subventionne un Centre régional d'appui de la cohésion sociale, ciaprès dénommé le CRACS.

Pour être désigné CRACS, il faut :

- être une association sans but lucratif belge reconnue ou subventionnée par la Commission communautaire française, la Communauté française ou la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion des Universités et Hautes Ecoles, et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;
- justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience du secteur de la Cohésion sociale, ainsi que d'une bonne connaissance du secteur associatif non-marchand bruxellois et des institutions bruxelloises.

Le CRACS est désigné par le Collège suite à un appel à candidature. Sa désignation est faite pour une durée indéterminée. Le Collège et le CRACS peuvent mettre fin à la désignation après un préavis de six mois minimum.

Le Collège arrête la procédure de désignation et de retrait de la désignation du CRACS.

Le montant de la subvention forfaitaire annuelle octroyée au CRACS est de 259.000 euros. La subvention couvre des frais de rémunération, de formation et de fonctionnement.

Cette subvention est indexée annuellement suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant forfaitaire de basse X indice santé moyen de l'année précédente}}{\text{indice santé moyen de l'année 2019}}$$

Elle est liquidée suivant les modalités visées à l'article 33.

Art. 37. § 1er. Le CRACS est chargé d'élaborer, en discussion avec les concertations locales, un rapport annuel d'évaluation sur l'application du décret dans l'ensemble de la Région, et de proposer au Collège des orientations nouvelles pour cette politique.

§ 2. Il organise la rencontre des acteurs de la cohésion sociale au niveau régional.

§ 3. Il est chargé d'organiser un accompagnement méthodologique des coordinations et des concertations locales.

§ 4. Il veille à la transversalité du secteur.

Art. 38. Le CRACS remet annuellement un rapport d'activité au Collège. Ce dernier arrête le contenu minimum de ce rapport et les conditions de dépôt de ce rapport.

CHAPITRE 9. — *Du Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes*

Art. 39. Le Collège désigne et subventionne un centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes, ci-après dénommé le CREDAF. Pour être désigné CREDAF, il faut :

- être une association sans but lucratif belge reconnue ou subventionnée par la Commission communautaire française, la Communauté française ou la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion des Universités et Hautes Ecoles, et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience du secteur de la Cohésion sociale, ainsi que d'une bonne connaissance du secteur associatif non-marchand bruxellois et des institutions bruxelloises ;
- justifier d'une expertise dans le domaine du développement de l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes ;
- justifier d'une bonne connaissance des acteurs de l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes en Région de Bruxelles-Capitale et être capable de fédérer des opérateurs en réseau.

Art. 40. Le CREDAF est chargé de :

1°) accueillir et orienter les adultes francophones et non francophones vers les dispositifs d'alphabétisation et d'apprentissage du français les plus adéquats;

2°) coordonner, en cohérence avec tous les acteurs en la matière, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale les dispositifs d'alphabétisation pour les adultes francophones et d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les adultes non francophones et apporter son expertise et ses ressources méthodologiques et pédagogiques en cette matière;

3°) dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les personnes adultes francophones et non francophones peu ou pas scolarisées;

4°) former et accompagner méthodologiquement et pédagogiquement les personnes chargées de dispenser les cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français ainsi que les autres professionnels nécessaires à l'organisation de ces formations;

5°) détacher auprès de ses partenaires associatifs et publics des formateurs qualifiés pour dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes peu ou non scolarisées.

Art. 41. Le CREDAF est désigné par le Collège suite à un appel à candidature. Sa désignation est faite pour une durée indéterminée. Le Collège et le CREDAF peuvent mettre fin à la désignation après un préavis de six mois minimum.

Le Collège détermine la procédure de désignation et de retrait de la désignation du centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes. Celle-ci comporte un avis de la section « Cohésion sociale » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

Le CREDAF dispose d'un encadrement qualitativement et quantitativement suffisant pour accomplir les missions prévues. À cette fin les fonctions suivantes sont au moins requises : personnel de direction, chargés de mission, personnel administratif et financier, accueillants, conseillers pédagogiques et formateurs. Elles peuvent être occupées également par du personnel engagé dans le cadre d'aides à l'emploi. Le Collège peut arrêter l'encadrement nécessaire à l'accomplissement des missions visées à l'article 40.

Le montant de la subvention forfaitaire annuelle octroyée au centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes désigné est de 918.000 euros. La subvention couvre des frais de rémunération, de formation et de fonctionnement.

Cette subvention est indexée annuellement suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant forfaitaire de basse X indice santé moyen de l'année précédente}}{\text{indice santé moyen de l'année 2019}}$$

Elle est liquidée suivant les modalités visées à l'article 33.

Art. 42. Le CREDAF remet annuellement un rapport d'activité au Collège. Ce dernier arrête le contenu minimum de ce rapport et les conditions de dépôt de ce rapport.

CHAPITRE 10. — *Du Centre régional pour le développement de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté*

Art. 43. § 1. Le Collège désigne et subventionne, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, un Centre régional pour le développement de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté, ci-après dénommé CREDASC.

§ 2. Ce centre est chargé de :

1°) accompagner méthodologiquement les opérateurs de cohésion sociale agréés pour un action de l'axe prioritaire repris à l'article 4, 1°, en cohérence avec tous les acteurs en la matière, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et avec les missions de ceuxci concernant le développement global de l'enfant et du jeune, et apporter, à la demande de ses partenaires, son expertise méthodologique et pédagogique en cette matière;

2°) orienter les jeunes et les enfants, en cohérence avec tous les acteurs en la matière, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, vers les dispositifs d'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté;

3°) orienter vers ou offrir des formations utiles pour ces opérateurs;

4°) organiser la rencontre des opérateurs de terrain afin d'émettre des recommandations et remettre des avis sur la mise en pratique de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté à partir des constats de terrain et des rencontres organisées;

5°) évaluer l'application et la mise en oeuvre du décret particulièrement en ce qui concerne les actions de l'axe prioritaire repris à l'article 4, 1 ^{0} .

Art. 44. § 1. Pour être désignée, l'association candidate doit :

1°) remplir les missions prévues à l'article 43, S 2;

2°) être une association sans but lucratif belge et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

3°) justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de soutien aux structures octroyant des services d'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté des enfants et des jeunes ainsi que d'une bonne connaissance des acteurs de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté et des écoles de devoirs telles que définies par le décret de la Communauté française du 30 juin 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs.

§ 2. Le CREDASC est désigné par le Collège suite à un appel à candidature. Sa désignation est faite pour une durée indéterminée. Le Collège et le CREDASC peuvent mettre fin à la désignation après un préavis de six mois minimum. Le Collège arrête la procédure de désignation et de retrait de la désignation du CREDASC. Celle-ci comporte un avis de la section « cohésion sociale » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

Le montant de la subvention forfaitaire annuelle octroyée au CREDASC désigné est de 75.000 euros. La subvention couvre des frais de rémunération, de formation et de fonctionnement.

Cette subvention est indexée annuellement suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant forfaitaire de basse X indice santé moyen de l'année précédente}}{\text{indice santé moyen de l'année 2019}}$$

Elle est liquidée suivant les modalités visées à l'article 33.

Art. 45. Le CREDASC remet annuellement un rapport d'activité au Collège. Ce dernier arrête le contenu minimum de ce rapport et les conditions de dépôt de ce rapport.

TITRE III. — *De l'inclusion des publics, du soutien à l'interculturalité, de l'innovation et de l'impulsion*

CHAPITRE 1er. — *De l'innovation*

Art. 46. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Collège soutient annuellement la création d'activités répondant en tout ou partie aux exigences pour être agréées mais ayant besoin d'un temps nécessaire pour établir le plan d'action quinquennal dont il est fait mention à l'article 7, 4°. Ces asbl ne peuvent pas encore bénéficier d'un agrément en tant qu'opérateur de cohésion sociale et doivent au moins répondre aux conditions fixées à l'article 7, 1°, 2° et 5°. Ce financement ne peut excéder plus de trois années. Le Collège fixe les modalités particulières liées à ce financement.

CHAPITRE 2. — *De l'impulsion*

Art. 47. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Collège lance annuellement un appel à projet permettant de financer des projets renforçant la cohésion sociale au sens de l'article 3 et ne rentrant pas dans les conditions générales et particulières d'agrément fixées par le présent décret ou n'étant pas dans les conditions de l'article 46.

Ces projets devront être portés par une ou plusieurs associations sans but lucratif répondant aux conditions précisées à l'article 7, 1°, 2° et 5°.

Ces projets veilleront à s'inclure dans une démarche novatrice ou dans l'impulsion d'actions nouvelles ou d'outils nouveaux. Ils ne peuvent en aucun cas être similaires à des actions portées par une même asbl agréée dans le cadre du présent décret.

Cet appel comprend deux volets, un volet général dont la sélection des projets est opérée par le Collège sur base d'avis émis par un jury composé sur proposition de la section « Cohésion sociale » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et un volet local dont la sélection est approuvée par le Collège sur proposition des concertations locales dans les communes éligibles à la population élevée, à la proportion d'étrangers élevée et ayant une proportion importante d'habitants en situation de précarité. Ces communes peuvent émettre des orientations propres dans le cadre des balises fixées par le Collège. Le Collège arrête la méthode de sélection des communes éligibles participant à ce volet local et la répartition du volet local entre les différentes communes éligibles concernées. La sélection des communes éligibles est fixée au moment de l'entrée en vigueur du présent décret et de ses arrêtés d'application.

Le Collège arrête les modalités pratiques de lancement, de publicité et de sélection de cet appel à projet.

Les projets sélectionnés feront l'objet d'un contrat-projet pouvant s'étendre sur maximum trois années. Le Collège arrête les modalités pratiques de mise en oeuvre de ces contrats-projets.

TITRE IV. — *Du pacte local pour le renforcement de la cohésion sociale*

Art. 48. Le Collège établit un pacte avec chaque commune éligible pour s'accorder ensemble des objectifs communs en matière de renforcement de la cohésion sociale. Le Collège arrête les modalités particulières relatives à la rédaction et l'adoption de ce pacte.

Art. 49. Le pacte doit reprendre les éléments suivants :

1°) le cadre de la participation des membres de la concertation locale, à tout le moins, la méthode de remise d'avis dans le cadre des procédure d'octroi, de modification et de renouvellement d'agrément;

2°) les modalités d'organisation de la coordination locale ainsi que d'éventuelles missions locales supplémentaires que la coordination souhaite mettre en œuvre;

3°) dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les éventuelles orientations spécifiques locales telles que prévues à l'article 11 du présent décret;

4°) les modalités de pilotage par la coordination locale des opérateurs agréés sur le territoire de la commune éligible;

5°) le cas échéant, les moyens budgétaires et les modalités d'organisation du volet local de l'appel à projet prévu à l'article 47 du présent décret;

6°) le cas échéant, une liste des asbl subventionnées par la commune éligible et n'étant pas opérateurs agréés mais répondant aux conditions générales et de certaines conditions particulières d'agrément qui peuvent bénéficier des mesures prévues pour les opérateurs agréés prévues dans le titre V du présent décret;

7°) le cas échéant, un nombre minimum et un nombre maximum d'actions prioritaires agréées sur le territoire de la Commune en fonction d'une programmation adoptée par le Collège. Cette programmation doit tenir compte de critères sociodémographiques, du nombre de ressortissants étrangers et du nombre d'habitants en situation de précarité.

8°) tout autre élément que les parties co-contractantes jugent bon d'inclure dans le pacte.

Art. 50. Le projet de pacte doit être soumis pour avis à la concertation locale de la commune éligible concernée et au conseil consultatif.

Art. 51. La coordination locale assure la publicité et la diffusion du pacte.

TITRE V. — *Du soutien opérationnel à la cohésion sociale*

Art. 52. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Collège finance la formation des volontaires des opérateurs agréés de la cohésion sociale. Le Collège arrête les modalités de ce financement.

Art. 53. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Collège finance l'investissement dans l'achat de matériel ou de petites infrastructures sur base d'un appel à projet annuel.

Le Collège peut financer, via cet appel à projet, des petits travaux et des rénovations légères liés à la sécurisation des locaux où se déroulent les activités d'un opérateur agréé. Le Collège arrête les modalités liées à cet appel.

TITRE VI. — *Du contrôle et de l'inspection*

Art. 54. Le Collège désigne les agents de ses services chargés du contrôle de l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution. Les coordinations locales, les concertations locales, les opérateurs agréés et les associations subventionnées en vertu du présent décret sont tenus de leur garantir le libre accès à leurs locaux et aux documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Cette mission se conçoit de manière positive et peut inclure un volet lié à la diffusion d'information utile et pertinente pour les associations subventionnées en vertu du présent décret, pour les coordinations locales et les concertations locales. Elle peut également inclure un volet d'accompagnement dans les procédures administratives dans un objectif constant de simplification administrative.

Art. 55. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution se fait par le biais de l'analyse des pièces justificatives et des rapports d'activités ainsi que par l'observation continue, les visites de terrain planifiées ou non avec la coordination locale ou sans, les entretiens, les échanges avec la coordination locale.

Art. 56. Le Collège peut, en cas de manquement au présent décret et à ses arrêtés d'application, décider, selon la procédure prévue aux articles 15 et 16, de suspendre et de retirer un agrément octroyé en vertu du présent décret.

Art. 57. Les agents visés à l'article 54 constatent les infractions par procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie est adressée au contrevenant dans les 15 jours suivant la constatation de l'infraction. Une copie est également adressée à la commune éligible si le contrevenant est une coordination locale, à la coordination locale si le contrevenant est un opérateur agréé ayant une ou plusieurs actions prioritaires de type local.

Art. 58. Sans préjudice d'autres dispositions, l'association qui produit des justificatifs hors délais verra son éventuelle subvention octroyée en vertu du présent décret pour l'année suivant l'année en cours limitée à 90 % de la subvention de l'année en cours hormis l'indexation prévue. Les services du Collège avertissent l'association n'étant pas en règle et laissent un délai raisonnable pour remédier à la situation avant de notifier et d'appliquer la décision de modération de la subvention.

S'il s'agit d'un opérateur agréé, en cas de récidive multiple et avérée, le Collège peut appliquer les modalités prévues aux articles 15 et 16 du présent décret.

Art. 59. Sans préjudice d'autres dispositions, l'association est tenue de restituer les subventions, ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision du recouvrement, dans les cas suivants :

1°) lorsqu'elle n'utilise pas la subvention aux fins desquelles elle lui a été accordée;

2°) lorsqu'elle ne fournit pas les justificatifs exigés;

3°) lorsqu'elle s'oppose à l'exercice du contrôle des agents visés à l'article 55.

L'octroi de subventions est suspendu aussi longtemps que, pour des subventions reçues précédemment, l'association ne produit pas les justificatifs exigés, s'oppose à l'exercice du contrôle ou ne restitue pas, en tout ou en partie, la subvention improprement utilisée.

TITRE VII. — *Des mesures diverses, transitoires et abrogatoires*

Art. 60. À l'article 5, S 5, du décret du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, les mots « ainsi que sur les contrats communaux et régionaux de cohésion sociale » sont supprimés.

Art. 61. Le présent décret abroge le décret du 13 mai 2004 relatif à la Cohésion sociale.

Art. 62. Les contrats de cohésion sociale conclus en vertu du décret du 13 mai 2004 expirent le 31 décembre 2020. Les asbl bénéficiant d'une subvention dans le cadre d'un contrat de cohésion sociale conclus en vertu du décret du 13 mai 2004 peuvent postuler prioritairement pour un agrément en vertu du présent décret, pour l'axe ou les axes prioritaires similaires à celui ou ceux dans lequel ou lesquels elles sont actives aujourd'hui. Le Collège arrête la date avant laquelle ces dossiers seront traités en priorité.

Art. 63. Le Collège peut prolonger les contrats de cohésion sociale conclus en vertu du décret du 13 mai 2004 pour un an renouvelable une fois.

Art. 64. De manière transitoire, la mission de CRACS définie au chapitre 8 est exercée par l'opérateur désigné au moment de l'entrée en vigueur du présent décret. Si le Collège n'a pas lancé d'appel à candidature pour désigner un nouveau CRACS avant le 1er janvier 2021, le CBAI est considéré comme CRACS désigné en vertu du présent décret.

Art. 65. De manière transitoire, la mission de CREDAF définie au chapitre 9 est exercée par l'opérateur désigné au moment de l'entrée en vigueur du présent décret. Si le Collège n'a pas lancé d'appel à candidature pour désigner un nouveau CREDAF avant le 1er janvier 2021, Lire et écrire Bruxelles asbl est considéré comme le CREDAF désigné en vertu du présent décret.

Art. 66. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Collège ou au plus tard le 1er janvier 2021. Cet article ne vaut pas pour l'article 63 qui entre en vigueur immédiatement.

Bruxelles, le 30 novembre 2018.

Le Greffier — Le Secrétaire — La Présidente

BRUSSELS FRANSTALIG PARLEMENT

[C − 2019/10696]

30 NOVEMBER 2018. — Decreet betreffende de sociale samenhang

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen:

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

TITEL I. — *Definities.*

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1°) het College: het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2°) de gemeenten: de gemeenten gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3°) de in aanmerking komende gemeenten: de gemeenten gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan het grondgebied zich op het ogenblik dat dit decreet in werking treedt geheel of gedeeltelijk bevindt binnen de zone voor stedelijke herwaardering (ZSH), zoals deze vastgesteld werd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2016";

4°) prioritaire actie : de activiteit die een operator voor sociale samenhang onderneemt op grond van de in artikel 4 bepaalde prioritaire krachtlijnen;

5°) de lokale coördinatiestructuur: de coördinatiestructuur van de betreffende in aanmerking komende gemeente, zoals deze in hoofdstuk 6 bepaald wordt;

6°) het lokaal overlegplatform: het overlegplatform van de betreffende in aanmerking komende gemeente, zoals dit in hoofdstuk 5 bepaald wordt;

7°) het decreet van 5 juni 1997: het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juni 1997 houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid;

8°) de Adviesraad: de afdeling Sociale Samenhang van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid die krachtens het decreet van 5 juni 1997 in het leven werd geroepen;

9°) de operatoren: de krachtens dit decreet erkende verenigingen zonder winstoogmerk;

10°) alle in dit decreet vermelde titels en functies zijn gemeenslachtig.

Art. 3. Onder sociale samenhang wordt het geheel van sociale processen verstaan die ertoe bijdragen te waarborgen dat elk individu en elke groep, zonder discriminatie, beschikt over dezelfde kansen en voorwaarden, over economisch, sociaal en cultureel welzijn opdat iedereen actief en waardig kan deelnemen aan de samenleving, erin erkend wordt en zichzelf erin herkent.

Deze processen zijn er in het bijzonder op gericht de strijd aan te binden tegen elke vorm van sociale uitsluiting en discriminatie door een beleid te ontwikkelen inzake maatschappelijke inclusie, emancipatie, interculturaliteit, socio-culturele diversiteit, verbondenheid en het samen leven en samen doen.

Er wordt uitvoering aan gegeven door onder meer een op de gemeenten en de sociale actie afgestemd overheidsbeleid inzake sociale samenhang te ontwikkelen gekoppeld aan de ontwikkeling van een verenigingsleven op wijk-, lokaal en gewestelijk niveau.

Deze processen hebben als doel tot een gemengde maatschappij te komen en dit zowel op sociaal, cultureel, generationeel als gendergerelateerd vlak.

TITEL II. — *Erkenning van de operatoren voor sociale samenhang*

HOOFDSTUK 1. — *Prioritaire krachtlijnen*

Art. 4. De sociale samenhang komt tot uiting door de in dit decreet vastgestelde prioriteiten in aanmerking te nemen. Er gelden vier prioritaire krachtlijnen:

1°) De begeleiding van kinderen en jongeren bij hun scholing en het bijbrengen van burgerzin;

2°) Het aanleren van de Franse taal en alfabetisering;

3°) Inclusie via intercultureel burgerschap;

4°) Het samen leven en samen doen.

Het College bepaalt de doelstellingen en modaliteiten voor de uitvoering van deze prioritaire krachtlijnen.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene erkenningsvoorwaarden*

Art. 5. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten erkent en subsidieert het College operatoren om de in artikel 3 bepaalde algemene doelstellingen te verwezenlijken.

Art. 6. Deze operatoren moeten minstens op het vlak van een van de vier in artikel 4 bepaalde prioritaire krachtlijnen actief zijn. De erkenning wordt verleend om op grond van de in dit decreet bepaalde prioritaire krachtlijnen een of meerdere acties, hierna aangeduid als prioritaire acties, te ondernemen.

Art. 7. Om als operator voor sociale samenhang erkend te worden, moet aan de volgende voorwaarden voldaan zijn:

1°) opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juli 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2°) een bedrijfszetel op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben en de activiteiten waarvoor de erkenning aangevraagd wordt in hoofdzaak uitoefenen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3°) de in artikel 3 van dit besluit bepaalde doelstellingen nastreven;

4°) een vijfjarig actieplan opmaken, indien mogelijk samen met de gebruikers en de begunstigden. Dit actieplan zal in functie van de verleende erkenning geactualiseerd kunnen worden. Het College bepaalt de minimale inhoud en de modaliteiten voor de actualisering van het actieplan;

5°) de bepalingen naleven van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie jegens vrouwen, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of onder het mom waarvan enige andere inbreuken gepleegd worden waarbij het plegen van deze inbreuken onverenigbaar is met een erkenning door de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK 3. — *Bijzondere erkenningsvoorwaarden*

Art. 8. De operatoren kunnen voor een of meerdere prioritaire acties erkend worden.

Art. 9. § 1. De prioritaire actie is ofwel lokaal ofwel gewestelijk van aard.

§ 2. De prioritaire acties zijn lokaal van aard als ze in maximaal twee gemeenten plaatsvinden. Voor de beoordeling van dit criterium speelt het aantal vestigingen in een en dezelfde gemeente of het aantal bezoekers dat de vereniging telt geen rol.

§ 3. De prioritaire acties zijn gewestelijk van aard als ze in minstens drie gemeenten plaatsvinden. Voor de beoordeling van dit criterium speelt het aantal vestigingen in een en dezelfde gemeente of het aantal bezoekers dat de vereniging telt geen rol.

§ 4. De prioritaire acties die in het kader van prioritaire krachtlijn 3 opgezet worden, zijn alle gewestelijk van aard.

Art. 10. De erkenningen kunnen verder aangevuld worden door specifieke oriënteringen. Via deze specifieke oriënteringen wordt de specificiteit erkend van de actiemethodes en -processen, de doelgroepen, de doeleinden van de operator of het lokale actieterrein. Het betreft:

1°) aanzetten tot inclusie van groepen met een migratietraject;

2°) werken rond de opvang en het op eigen benen leren staan van vluchtelingen, migranten en mensen zonder papieren;

3°) ontwikkeling van een verantwoordelijk, actief, kritisch en solidair burgerschap bij kinderen en jongeren;

4°) deelname aan het democratische leven;

5°) empowerment en responsabilisering op het vlak van gendergelijkheid;

6°) verschaffen van autonomie door cultuur;

7°) creëren van verbondenheid;

8°) inclusie van een geïsoleerd publiek;

9°) creëren van een band tussen ouder en kind;

10°) doorbreken van maatschappelijke barrières bij de toegang tot hoger onderwijs en werk;

11°) strijd tegen het terugplooien op de eigen identiteit;

12°) media-opvoeding;

13°) strijd tegen complottheorieën en haatdragende taal;

14°) versterking van het netwerk dat actie voert rond de doelgroepen en tot stand brengen van intersectorialiteit;

15°) ontwikkeling en onderzoek naar vernieuwende en experimentele praktijken.

Art. 11. De in aanmerking komende gemeenten kunnen, na advies van het lokaal overlegplatform, maximaal vijf bijkomende specifieke oriënteringen eigen aan het plaatselijke gebied tot ontwikkeling brengen.

Art. 12. Het College bepaalt de definities en de modaliteiten voor de erkenning van deze specifieke oriënteringen.

HOOFDSTUK 4. — *Procedures voor de toekenning, wijziging, hernieuwing, intrekking en opschorting van de erkenning*

Art. 13. De operatoren voor sociale samenhang die voldoen aan de in dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten vastgelegde criteria worden door het College voor een hernieuwbare periode van 5 jaar erkend.

Art. 14. § 1. De aanvraag tot erkenning, wijziging van erkenning of hernieuwing van erkenning dient gericht te worden tot de diensten van het College.

§ 2. Wat de in artikel 9, § 2 bedoelde prioritaire acties betreft, zullen de gemeente of gemeenten evenals, desgevallend, het lokaal overlegplatform of de lokale overlegplatformen van de gemeenten waar de prioritaire acties plaatsvinden, een met redenen omkleed advies uit kunnen brengen over de aanvraag tot erkenning, wijziging van de erkenning of hernieuwing van de erkenning. De diensten van het College maken automatisch alle ontvankelijke dossiers die betrekking hebben op in artikel 9, § 2 bedoelde prioritaire acties over aan de lokale coördinatiestructuur van de betreffende in aanmerking komende gemeenten of, desgevallend, aan de betreffende gemeente die samen met de diensten van het College het dossier zal onderzoeken. Het advies van het lokaal overlegplatform moet altijd vóór dat van de gemeente uitgebracht worden. Indien het advies van het lokaaloverlegplatform en dat van de gemeente eensluidend zijn, is het College verplicht dit advies op te volgen. Het College kan de beslissing evenwel opschorten.

§ 3. Het College bepaalt de bijzondere modaliteiten voor het aanvragen, wijzigen en hernieuwen van een erkenning.

Art. 15. Het College kan beslissen een erkenning op te schorten indien het tekortkomingen vaststelt ten aanzien van dit decreet en zijn toepassingsbesluiten. Het bepaalt de modaliteiten voor de opschorting van een erkenning.

Art. 16. Indien de krachtens artikel 15 vastgestelde tekortkomingen voort blijven bestaan of erger worden, kan het College beslissen de erkenning in te trekken. Het bepaalt de modaliteiten voor de intrekking van een erkenning.

Art. 17. § 1. Elke operator aan wie een erkenning, hernieuwing van erkenning of wijziging van erkenning geweigerd wordt, kan beroep aantekenen bij een beroepscommissie. Het College bepaalt de samenstelling van de beroepscommissie na het advies van de Adviesraad in te hebben gewonnen. De commissie telt minstens een vertegenwoordiger van de Adviesraad en van het College.

§ 2. Elke operator van wie de erkenning opgeschort of ingetrokken wordt, kan beroep aantekenen bij de in § 1 vermelde beroepscommissie. Dit beroep heeft geen opschortende werking.

§ 3. Het College bepaalt de modaliteiten voor dergelijke beroepen. Het dient in elk geval te voorzien in de motivering en openbaarheid van de beslissingen, alsook in de mogelijkheid voor de operator om gehoord te worden.

HOOFDSTUK 5. — *Lokale overlegplatformen*

Art. 18. § 1. In elke in aanmerking komende gemeente, wordt een lokaal overlegplatform opgericht. Daarin zijn alle actoren inzake sociale samenhang verenigd die op het grondgebied van de gemeente aanwezig zijn. Alle gemeenten kunnen een lokaal overlegplatform oprichten.

§ 2. Het overlegplatform streeft naar betere informatie van de actoren, samenwerking tussen de operatoren voor sociale samenhang, networking, transversaliteit van de initiatieven, ontschotting van de acties, intersectorialiteit van de praktijken, uitwisseling van goede gebruiken, diagnose en kennis van de lokale uitdagingen op het vlak van sociale samenhang evenals het op zoek gaan naar collectieve antwoorden op de problemen die eventueel vastgesteld worden en naar coherentie van de acties die in toepassing van dit decreet genomen worden met andere politieke programma's, ongeacht of deze uitgaan van het lokale, gewestelijke, communautaire, federale, Europese of internationale overheidsniveau.

§ 3. Het lokaal overlegplatform is de plaats waar ontmoetingen plaats kunnen vinden met andere al dan niet georganiseerde sectoren die rond sociale samenhang en het samen leven en samen doen werken op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente.

Art. 19. § 1. De erkende operatoren die minstens een lokale prioritaire actie opzetten, zijn verplicht deel te nemen aan het lokaal overlegplatform van de gemeente waar zij actief zijn.

§ 2. De erkende operatoren die minstens een gewestelijke prioritaire actie opzetten, zijn verplicht deel te nemen aan de lokale overlegplatformen van de gemeenten waar zij actief zijn.

§ 3. Worden permanent op elk lokaal overlegplatform uitgenodigd:

1°) het Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang of zijn vertegenwoordiger;

2°) de diensten van het College;

3°) het CRACS zoals bepaald in hoofdstuk 8;

4°) het CREDAF zoals bepaald in hoofdstuk 9;

5°) het CREDASC zoals bepaald in hoofdstuk 10.

§ 4. Ter bevordering van de transversaliteit, de ontschotting en de intersectorialiteit richt het lokaal overlegplatform een uitnodiging tot andere actoren uit de openbare of verenigingssector die geen erkenning inzake sociale samenhang hebben en op het grondgebied van de gemeente actief zijn op het vlak van, onder meer:

1°) sociale actie,

2°) preventie,

3°) de opvang van nieuwkomers,

4°) onderwijs en preventie van schoolverzuim,

5°) vrijetijds- en buitenschoolse opvang, jeugd en jeugdzorg,

6°) cultuur en voortgezet onderwijs,

7°) gezondheidspreventie en geestelijke gezondheid,

8°) opleiding,

9°) socio-professionele inschakeling,

10°) het intergenerationele aspect.

§ 5. Het lokaal overlegplatform kan ter bevordering van de transversaliteit meer actoren uitnodigen.

Art. 20. Het lokaal overlegplatform wordt van rechtswege voorgezeten door de burgemeester of de schepen die bevoegd is voor sociale samenhang. Het secretariaat wordt desgevallend waargenomen door de lokale coördinatiestructuur zoals bepaald in hoofdstuk 6 van dit decreet.

Het lokaal overlegplatform kan onder zijn leden een medevoorzitter kiezen.

Bij ontstentenis laat het lokaal overlegplatform zich vertegenwoordigen door zijn voorzitter of, desgevallend, door de lokale coördinatiestructuur.

Art. 21. Ter bevordering van de ontschotting en de transversaliteit moet het lokaal overlegplatform zo veel mogelijk vertegenwoordigd zijn in lokale intersectoriale organen.

Art. 22. Het lokaal overlegplatform ziet erop toe om minstens eenmaal per jaar een gezamenlijke vergadering te organiseren met de overlegplatformen van de of een van de naburige gemeente(n) meer bepaald met als doel de gemeenschappelijke actie rond de gemeentelijke grenzen te verbeteren en praktijken en ervaringen uit te wisselen. De lokale overlegplatformen worden ertoe aangezet deze vergaderingen gezamenlijk te organiseren.

Art. 23. Het lokaal overlegplatform komt minstens driemaal per jaar samen en brengt jaarlijks een beknopt activiteitenverslag uit overeenkomstig de door het College vastgestelde vormvereisten.

Art. 24. Het lokaal overlegplatform kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen over thema's die al dan niet nauw met sociale samenhang verbonden zijn. Deze adviezen worden minstens aan de gemeente en het College bezorgd. De adviezen kunnen vergezeld gaan van een minderheidsnota.

Art. 25. Het College bepaalt de minimale regels voor de werking van het lokaal overlegplatform teneinde de toegang ertoe en het recht van spreken aan allen te garanderen. Het lokaal overlegplatform stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dat omvat minstens de regels voor het stemmen, met dien verstande dat de erkende operatoren minstens de absolute meerderheid van de stemgerechtigden moeten vertegenwoordigen voor de stemmingen die betrekking hebben op de in artikel 14 § 2 van dit decreet bedoelde adviezen. Het lokaal overlegplatform beschikt over de mogelijkheid om naast de elementen die in dit decreet en zijn toepassingsbesluiten bepaald worden autonoom te handelen en te organiseren.

HOOFDSTUK 6. — *Lokale coördinatiestructuren*

Art. 26. Om erop toe te zien dat de doelstellingen van het decreet goed uitgevoerd worden op het niveau van elke in aanmerking komende gemeente, erkent het College per in aanmerking komende gemeente een lokale coördinatiestructuur volgens de modaliteiten die het bepaalt. De lokale coördinatie kan uitgeoefend worden door de in aanmerking komende gemeente of door een vzw waarvan minstens de helft van de mandatarissen van de beheersorganen door de in aanmerking komende gemeente benoemd wordt.

Art. 27. § 1. De lokale coördinatiestructuur wordt ermee belast de activiteiten van de erkende operatoren voor sociale samenhang die op haar grondgebied actief zijn te coördineren, hen op administratief vlak bij te staan, hen te ondersteunen bij de ontwikkeling van hun acties op het lokale grondgebied en hen te evalueren. Ze vormt de tussenpersoon tussen het College en zijn diensten, de in aanmerking komende gemeente, de erkende operatoren en de actoren die verzocht worden deel te nemen aan het in hoofdstuk 5 bepaalde lokaal overlegplatform. Het College bepaalt de praktische modaliteiten van de evaluatieopdracht.

§ 2. Bovendien staat ze in voor :

1°) het voortdurend bijwerken van de informatie over het sociale aanbod op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente;

2°) een permanente analyse van de problemen en behoeften op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente en de opmaak van een jaarverslag bestemd voor het College, de afdeling "Sociale Samenhang" van de Adviesraad, het in hoofdstuk 8 bedoelde Gewestelijk Ondersteuningscentrum, de Gemeenteraad en de Raad voor maatschappelijk welzijn van de in aanmerking komende gemeente;

3°) de organisatie en opvolging van het overleg met de verschillende actoren inzake sociale samenhang, zoals bepaald in hoofdstuk 5;

4°) de vertegenwoordiging van het lokaal overlegplatform in verschillende intersectoriale organen ter bevordering van de ontschotting en transversaliteit;

5°) de verbinding tussen de lokale sector van de sociale samenhang en de andere lokale actieterreinen, meer bepaald op het vlak van sociale actie, preventie, de opvang van nieuwkomers, onderwijs, de preventie van schoolverzuim, vrijetijdsopvang, de jeugd, cultuur, opleiding, socio-professionele inschakeling, huisvesting, mobiliteit, gezondheid en het intergenerationele aspect;

6°) de coherentie van de door de operatoren voor sociale samenhang gevoerde acties tussen de verschillende wijken van de in aanmerking komende gemeente en de aangrenzende wijken van de naburige gemeenten;

7°) het informeren van de burgers van de in aanmerking komende gemeente en de actoren uit de openbare en de verenigingssector over het aanbod van diensten van de erkende operatoren voor sociale samenhang;

8°) het informeren van de erkende operatoren op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente over het opleidingsaanbod voor professionelen en vrijwilligers, de mogelijkheid partnerschappen op te zetten, de intersectoriale activiteiten, networking, enz.

Art. 28. De lokale coördinatiestructuur vormt een netwerk samen met de andere lokale coördinatiestructuren op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Daartoe wordt een kamer van lokale coördinatiestructuren opgericht die minstens driemaal per jaar samenkomt, daarbij gesteund door het als vast lid uitgenodigde CRACS. Het College bepaalt de taken, de organisatie en de werking van deze kamer.

Art. 29. De lokale coördinatiestructuur organiseert minstens driemaal per jaar een verbindingsvergadering met de diensten van het College om ideeën uit te wisselen over het samenwerken met de operatoren die erkend zijn voor het opzetten van lokale prioritaire acties op het grondgebied van de betrokken gemeente. In de mate van het mogelijke worden gezamenlijk door de diensten van het College en de coördinatiestructuur bezoeken op het terrein uitgevoerd.

Art. 30. Het College bepaalt het kader en de werkwijzen van de lokale coördinatiestructuur, haar organisatie en haar evaluatie. Het kan bepalen op welke wijze de lokale coördinatiestructuren en de in artikel 28 bepaalde kamer gefinancierd worden.

HOOFDSTUK 7. — *Subsidiëring*

Art. 31. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten heeft elke vereniging die krachtens dit decreet erkend wordt recht op subsidiëring. Deze subsidiëring kan personeels- en werkingskosten dekken verbonden aan de prioritaire actie(s) waarvoor de operator erkend werd. Het College bepaalt de modaliteiten inzake verantwoording.

Art. 32. § 1. De subsidiëring kan twee delen omvatten : een deel voortvloeiend uit de prioritaire actie(s) en een deel voortvloeiend uit de specifieke oriënteringen in functie van wat in de artikelen 9 en 10 bepaald is.

§ 2. Deze delen kunnen ofwel vast ofwel variabel zijn in functie van criteria die door het College vastgesteld worden. Het College bepaalt de modaliteiten voor de berekening van deze delen.

Art. 33. § 1. De financiering van de operatoren voor sociale samenhang gebeurt door uitbetaling van de subsidie die berekend wordt in functie van de parameters die in dit decreet vastgesteld worden.

§ 2. Ten laatste op 20 februari van het betrokken kalenderjaar wordt een eerste voorschot gelijk aan 50 % van de subsidie uitgekeerd en ten laatste op 30 juni een tweede voorschot gelijk aan 40 % van de subsidie. Het saldo wordt op grond van een eindafrekening uitgekeerd op de wijze die door het College wordt vastgesteld.

§ 3. Na het verstrijken van de in paragraaf 2 bedoelde termijnen is op de uitstaande voorschotten van rechtswege verwijlinterest verschuldigd tegen de gemiddelde bankrente zoals deze door de Nationale Bank van België wordt vastgesteld.

Art. 34. Vanaf het jaar volgend op het eerste volledige jaar van subsidiëring van een erkende operator wordt het bedrag van de in dit hoofdstuk bedoelde subsidies jaarlijks op 1 januari geïndexeerd volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{(totaalbedrag van de subsidie met inbegrip van de delen verbonden aan de specifieke oriënteringen) X gezondheidsindex van de maand december van het voorgaande jaar}}{\text{gezondheidsindex van de maand december voorafgaand aan het jaar van toekenning, wijziging of hernieuwing van de erkenning}}$$

Art. 35. De operatoren moeten een dubbele boekhouding per begrotingsjaar bijhouden en jaarlijks een balans en ontvangsten- en uitgavenrekening voorleggen naar het model dat door het College opgelegd wordt en dit ten laatste op 31 december van elk jaar.

HOOFDSTUK 8. — *Het gewestelijk ondersteuningscentrum.*

Art. 36. Het College stelt een "Centre régional d'appui de la cohésion sociale" (gewestelijk centrum voor sociale samenhang), hierna aangeduid als CRACS, aan dat het subsidieert.

Om als CRACS aangesteld te worden :

- moet het gaan om een Belgische vereniging zonder winstoogmerk die erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de universiteiten en hogescholen, en hoofdzakelijk actief is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- moet een grondige kennis en ervaring van de sociale samenhang aangetoond kunnen worden evenals een goede kennis van de Brusselse non-profitsector en de Brusselse instellingen.

Het CRACS wordt door het College aangesteld na een oproep tot het indienen van kandidaturen. De aanstelling gebeurt voor onbepaalde duur. Het College en het CRACS kunnen de aanstelling beëindigen na een vooropzeg van minimaal zes maanden.

Het College bepaalt de procedure tot aanstelling en intrekking van de aanstelling van het CRACS.

De forfaitaire subsidie die jaarlijks aan het CRACS wordt toegekend, bedraagt 259 000 euro. De subsidie dekt bezoldigings-, opleidings- en werkingskosten.

De subsidie wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de formule :

$$\frac{\text{Forfaitair basisbedrag X gemiddelde gezondheidsindex van het voorgaande jaar}}{\text{Gemiddelde gezondheidsindex van het jaar 2019}}$$

De subsidie wordt uitgekeerd volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 33.

Art. 37. § 1. Het CRACS wordt ermee belast in samenspraak met de lokale overlegplatformen een jaarlijks evaluatieverslag op te maken over de toepassing van het decreet in heel het Gewest en het College nieuwe oriënteringen voor dit beleid voor te stellen.

§ 2. Het organiseert de ontmoetingen tussen de actoren inzake sociale samenhang op gewestelijk niveau.

§ 3. Het wordt ermee belast een methodologische begeleiding van de lokale coördinatiestructuren en overlegplatformen te organiseren.

§ 4. Het waakt over de transversaliteit van de sector.

Art. 38. Het CRACS bezorgt jaarlijks een activiteitenverslag aan het College. Dit laatste bepaalt de minimale inhoud van dit verslag en de voorwaarden voor het indienen van dit verslag.

HOOFDSTUK 9. — *Het gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen.*

Art. 39. Het College stelt een "Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes" (gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen), hierna aangeduid als CREDAF, aan dat het subsidieert. Om als CREDAF aangesteld te worden :

- moet het gaan om een Belgische vereniging zonder winstoogmerk die erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de universiteiten en hogescholen, en hoofdzakelijk actief is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- moet een grondige kennis en ervaring van de sociale samenhang aangetoond kunnen worden evenals een goede kennis van de Brusselse non-profitsector en de Brusselse instellingen;

- moet vakkundigheid aangetoond kunnen worden op het vlak van alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen;

- moet een goede kennis van de actoren van de alfabetisering en het Frans taalonderricht voor volwassenen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangetoond kunnen worden evenals bekwaamheid om de operatoren in een netwerk te verenigen.

Art. 40. Het CREDAF wordt ermee belast:

1°) Franstalige en niet-Franstalige volwassenen te onthalen en hen door te verwijzen naar de meest geschikte voorzieningen voor alfabetisering en Frans taalonderricht;

2°) in samenhang met alle actoren ter zake, de voorzieningen voor alfabetisering voor Franstalige volwassenen en die voor alfabetisering en Frans taalonderricht voor niet-Franstalige volwassenen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te coördineren en zijn methodologische en pedagogische vakkundigheid en middelen ter zake ten dienste te stellen;

3°) alfabetiserings- en Franse taalcursussen te verstrekken aan laag- of ongeschoolde Franstalige en niet-Franstalige volwassenen;

4°) de personen die instaan voor het verstrekken van de alfabetiserings- en Franse taalcursussen alsook de andere beroepsmensen die nodig zijn om deze opleidingen in te richten op te leiden en methodologisch en pedagogisch bij te staan;

5°) bij zijn partners uit het verenigingsleven en de openbare sector geschoolde opleiders te detacheren om alfabetiserings- en Franse taalcursussen te verstrekken aan laag- of ongeschoolde personen.

Art. 41. Het CREDAF wordt door het College aangesteld na een oproep tot het indienen van kandidaturen. De aanstelling gebeurt voor onbepaalde duur. Het College en het CREDAF kunnen de aanstelling beëindigen na een vooropzeg van minimaal zes maanden.

Het College bepaalt de procedure tot aanstelling en intrekking van de aanstelling van het gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen. Deze omvat een advies van de afdeling Sociale Samenhang van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid.

Het CREDAF wordt zowel op kwalitatief als op kwantitatief vlak voldoende uitgerust om de voorziene opdrachten te kunnen vervullen. Daartoe zijn minstens de volgende functies vereist : directiepersoneel, opdrachthouders, administratief en financieel personeel, onthaalmedewerkers, pedagogische adviseurs en opleiders. Zij kunnen tevens ingevuld worden door personeel dat wordt aangeworven in het kader van de tewerkstellingssteun. Het College kan de omkadering bepalen die nodig is om de in artikel 40 bedoelde taken te vervullen.

De forfaitaire subsidie die jaarlijks aan het aangestelde gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen wordt toegekend, bedraagt 918 000 euro. De subsidie dekt bezoldigings-, opleidings- en werkingskosten.

De subsidie wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de formule :

$$\frac{\text{Forfaitair basisbedrag X gemiddelde gezondheidsindex van het voorgaande jaar}}{\text{Gemiddelde gezondheidsindex van het jaar 2019}}$$

De subsidie wordt uitgekeerd volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 33.

Art. 42. Het CREDAF bezorgt jaarlijks een activiteitenverslag aan het College. Dit laatste bepaalt de minimale inhoud van dit verslag en de voorwaarden voor het indienen ervan.

HOOFDSTUK 10. — *Het gewestelijk centrum voor de bevordering van de school- en burgerschapsbegeleiding.*

Art. 43. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten stelt het College een "Centre régional pour le développement de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté" (gewestelijk centrum voor de bevordering van de school- en burgerschapsbegeleiding), hierna aangeduid als CREDASC, aan dat het subsidieert.

§ 2. Dit centrum is ermee belast :

1°) in samenhang met alle actoren ter zake, de operatoren voor sociale samenhang die erkend zijn voor een actie van de in artikel 4, 1° vermelde prioritaire krachtlijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij te staan op het vlak van methodologie alsook bij de taken die deze vervullen inzake de algemene ontwikkeling van het kind en de jongere en op verzoek van zijn partners zijn methodologische en pedagogische vakkundigheid ter zake ten dienste te stellen;

2°) in samenhang met alle actoren ter zake, de jongeren en kinderen door te verwijzen naar de voorzieningen voor school- en burgerschapsbegeleiding op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3°) deze operatoren door te verwijzen naar opleidingen die nuttig voor hen zijn of hen dergelijke opleidingen aan te bieden;

4°) ontmoetingen met de operatoren op het terrein te organiseren om aanbevelingen te doen en adviezen te verstrekken over hoe de school- en burgerschapsbegeleiding in de praktijk te brengen met de vaststellingen op het terrein en de georganiseerde ontmoetingen als vertrekpunt;

5°) de toepassing en uitvoering van het decreet te evalueren, in het bijzonder wat de acties van de in artikel 4, 1° vermelde prioritaire krachtlijn betreft.

Art. 44. § 1. Om aangesteld te worden, moet de kandidaat-vereniging :

1°) de in artikel 43, § 2 bepaalde taken vervullen;

2°) een Belgische vereniging zonder winstoogmerk zijn en hoofdzakelijk actief zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3°) een grondige kennis en ervaring op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen aantonen inzake de ondersteuning van de structuren die kinderen en jongeren diensten voor school- en burgerschapsbegeleiding aanbieden evenals een goede kennis kunnen aantonen van de actoren op het vlak van de school- en burgerschapsbegeleiding en de huiswerkinstituten zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten.

§ 2. Het CREDASC wordt door het College aangesteld na een oproep tot het indienen van kandidaturen. De aanstelling gebeurt voor onbepaalde duur. Het College en het CREDASC kunnen de aanstelling beëindigen na een vooropzeg van minimaal zes maanden. Het College bepaalt de procedure tot aanstelling en intrekking van de aanstelling van het CREDASC. Deze omvat een advies van de afdeling Sociale Samenhang van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid.

De forfaitaire subsidie die jaarlijks aan het aangestelde CREDASC wordt toegekend, bedraagt 75 000 euro. De subsidie dekt bezoldigings-, opleidings- en werkingskosten.

De subsidie wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de formule :

$$\frac{\text{Forfaitair basisbedrag X gemiddelde gezondheidsindex van het voorgaande jaar}}{\text{Gemiddelde gezondheidsindex van het jaar 2019}}$$

De subsidie wordt uitgekeerd volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 33.

Art. 45. Het CREDASC bezorgt jaarlijks een activiteitenverslag aan het College. Dit laatste bepaalt de minimale inhoud van dit verslag en de voorwaarden voor het indienen ervan.

TITEL III. — *Inclusie van de doelgroepen, ondersteuning van de interculturaliteit, innovatie en stimulering*

HOOFDSTUK 1. — *Innovatie*

Art. 46. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten verleent het College jaarlijks steun aan de creatie van activiteiten die geheel of gedeeltelijk de vereisten vervullen om erkend te worden, maar de nodige tijd vergen om het vijfjarig actieplan op te stellen waar in artikel 7, 4° sprake van is. Deze vzw's komen nog niet in aanmerking voor een erkenning als operator voor sociale samenhang en moeten minstens voldoen aan de in artikel 7, 1°, 2° en 5° vastgestelde voorwaarden. Deze financiering mag niet langer dan drie jaren duren. Het College bepaalt de bijzondere modaliteiten die aan deze financiering verbonden zijn.

HOOFDSTUK 2. — *Stimulering.*

Art. 47. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten lanceert het College jaarlijks een projectoproep waardoor projecten gefinancierd kunnen worden die de sociale samenhang in de zin van artikel 3 versterken en niet beantwoorden aan de door dit decreet bepaalde algemene en bijzondere erkenningsvoorwaarden of niet voldoen aan de voorwaarden van artikel 46.

Deze projecten zullen uit moeten gaan van een of meerdere verenigingen zonder winstoogmerk die beantwoorden aan de in artikel 7, 1°, 2° en 5° nader omschreven voorwaarden.

De projecten zullen zorgen voor vernieuwing of nieuwe acties en instrumenten stimuleren. Ze mogen in geen geval gelijkaardig zijn aan acties opgezet door eenzelfde in het kader van dit decreet erkende vzw.

Deze oproep omvat twee luiken : een algemeen luik waarbij de selectie van de projecten door het College gebeurt op basis van een advies uitgebracht door een jury die samengesteld wordt op voorstel van de afdeling Sociale Samenhang van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid en een lokaal luik waarvan de selectie goedgekeurd wordt door het College op voorstel van de lokale overlegplatformen in de in aanmerking komende gemeenten met een hoog bevolkingscijfer, een hoog percentage vreemdelingen en een hoog percentage kansarmen. Deze gemeenten kunnen eigen oriënteringen voorstellen binnen de door het College vastgestelde grenzen. Het College bepaalt de methode die gehanteerd wordt voor de selectie van de in aanmerking komende gemeenten die aan dit lokale luik deelnemen alsook de verdeling van het lokale luik onder de verschillende in aanmerking komende gemeenten. De selectie van de in aanmerking komende gemeenten vindt plaats op het ogenblik dat dit decreet en zijn toepassingsbesluiten van kracht worden.

Het College bepaalt de praktische modaliteiten voor de lancering, bekendmaking en selectie van de projectoproep.

De geselecteerde projecten zullen het voorwerp uitmaken van een projectovereenkomst met een maximale duur van drie jaren. Het College bepaalt de praktische modaliteiten voor de uitvoering van deze projectovereenkomsten.

TITEL IV. — *Lokaal pact ter versterking van de sociale samenhang*

Art. 48. Het College stelt samen met elk der in aanmerking komende gemeenten een pact op om overeenstemming te bereiken over de gezamenlijke doelstellingen ter versterking van de sociale samenhang. Het College bepaalt de bijzondere modaliteiten voor de opmaak en de goedkeuring van dit pact.

Art. 49. In het pact moeten de volgende elementen aan bod komen :

1°) het kader voor deelname van de leden van het lokaal overlegplatform, met daarbij op z'n minst de methode voor het uitbrengen van adviezen in het kader van de procedure voor de toekenning, wijziging en hernieuwing van de erkenning;

2°) de modaliteiten voor de organisatie van de lokale coördinatiestructuur, samen met eventuele bijkomende lokale opdrachten die de coördinatiestructuur wenst uit te voeren;

3°) binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, de eventuele lokale specifieke oriënteringen bepaald in artikel 11 van dit decreet;

4°) de modaliteiten voor hoe de lokale coördinatiestructuur sturing kan geven aan de operatoren die op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente erkend zijn;

5°) desgevallend, de budgettaire middelen en de modaliteiten voor het organiseren van het lokale luik van de in artikel 47 van dit decreet bepaalde projectoproep;

6°) desgevallend, een lijst met de vzw's die door de in aanmerking komende gemeente gesubsidieerd worden en geen erkende operator zijn, maar wel voldoen aan de algemene voorwaarden en bepaalde bijzondere erkenningsvoorwaarden en aanspraak kunnen maken op de maatregelen die in titel V van dit decreet voor de erkende operatoren voorzien worden;

7°) desgevallend, een minimum- en een maximumaantal op het grondgebied van de gemeente erkende prioritaire acties in functie van een door het College goedgekeurde programmering. Deze programmering dient rekening te houden met socio-demografische criteria, het aantal vreemdelingen en het aantal kansarmen;

8°) elk ander element dat de overeenkomstsluitende partijen nuttig achten in het pact op te nemen.

Art. 50. Het ontwerppact moet ter advies voorgelegd worden aan het lokaal overlegplatform van de in aanmerking komende gemeente in kwestie en de adviesraad.

Art. 51. De lokale coördinatiestructuur staat in voor de bekendmaking en verspreiding van het pact.

TITEL V. — *Operationele ondersteuning van de sociale samenhang*

Art. 52. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten financiert het College de opleiding van de vrijwilligers van de erkende operatoren voor sociale samenhang. Het College bepaalt de modaliteiten van deze financiering.

Art. 53. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten financiert het College de investering in de aankoop van materiaal of kleine infrastructuren op basis van een jaarlijkse projectoproep.

Via deze projectoproep kan het College kleine werkzaamheden en lichte renovatiewerken ter beveiliging van de lokalen waar de activiteiten van een erkende operator plaatsvinden, financieren. Het College bepaalt de modaliteiten die aan deze oproep verbonden zijn.

TITEL VI. — *Controle en inspectie*

Art. 54. Het College stelt de personeelsleden aan van de diensten die belast zijn met de controle op de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten. De lokale coördinatiestructuren, de lokale overlegplatformen, de erkende operatoren en de verenigingen die krachtens dit decreet gesubsidieerd worden, dienen hen vrije toegang te verschaffen tot hun lokalen en tot de documenten die noodzakelijk zijn opdat zij hun opdracht kunnen vervullen. Aan deze opdracht wordt een positieve invulling gegeven. Zo kan het gaan om de verspreiding van nuttige en relevante informatie voor de verenigingen die krachtens dit decreet gesubsidieerd worden, de lokale coördinatiestructuren en de lokale overlegplatformen. Daarnaast kan hij ook de vorm aannemen van begeleiding bij administratieve procedures in het licht van een voortdurend streven naar administratieve vereenvoudiging.

Art. 55. De controle op de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten gebeurt door de bewijsstukken en de activiteitenverslagen te analyseren, alsook door permanente observatie, al dan niet met of zonder de lokale coördinatiestructuur geplande terreinbezoeken, gesprekken en uitwisselingen met de lokale coördinatiestructuur.

Art. 56. In geval van niet-naleving van dit decreet en zijn toepassingsbesluiten kan het College overeenkomstig de in de artikelen 15 en 16 bepaalde procedure beslissen een krachtens dit decreet toegekende erkenning op te schorten of in te trekken.

Art. 57. De in artikel 54 bedoelde personeelsleden stellen de overtredingen vast in processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegendeel wordt aangetoond. Een afschrift wordt aan de overtreder toegezonden binnen 15 dagen na de vaststelling van de overtreding. Er wordt eveneens een afschrift toegezonden aan de in aanmerking komende gemeente als de overtreder een lokale coördinatiestructuur is, aan de lokale coördinatiestructuur als de overtreder een erkende operator is met een of meerdere prioritaire acties van het lokale type.

Art. 58. Onverminderd andere bepalingen, zal indien de vereniging verantwoordingsstukken te laat indient, de eventuele subsidie die krachtens dit decreet toegekend wordt voor het jaar volgend op het lopende jaar, beperkt worden tot 90 % van de subsidie voor het lopende jaar, zonder rekening te houden met de geplande indexering. De diensten van het College verwittigen de vereniging die niet in orde is en kennen haar een redelijke termijn toe om de situatie recht te zetten alvorens de beslissing om de subsidie aan te passen bekend te maken en uit te voeren.

Indien het om een erkende operator gaat, kan het College in geval van herhaalde en bewezen recidive de in de artikelen 15 en 16 van dit decreet bepaalde modaliteiten toepassen.

Art. 59. Onverminderd andere bepalingen, is de vereniging verplicht de subsidies terug te betalen, alsook de hierop verschuldigde interesten, berekend tegen de wettelijke rentevoet geldend op de datum van de beslissing tot terugvordering, in de volgende gevallen :

1°) als zij de subsidie niet gebruikt voor de doeleinden waarvoor zij werd toegekend;

2°) als zij niet de vereiste verantwoordingsstukken voorlegt;

3°) als zij zich verzet tegen de uitoefening van de controle door de personeelsleden bedoeld in artikel 55.

De toekenning van de subsidie wordt opgeschort zolang de vereniging voor voorheen ontvangen subsidies niet de vereiste verantwoordingsstukken voorlegt, zich verzet tegen de uitoefening van de controle of de oneigenlijk gebruikte subsidie niet voor een deel of in haar geheel terugbetaalt.

TITEL VII. — *Diverse, overgangs- en opheffingsmaatregelen*

Art. 60. In artikel 5, § 5 van het decreet van 5 juni 1997 houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid worden de woorden "alsook voor de gemeentelijke en gewestelijke contracten voor sociale samenhang" geschrapt.

Art. 61. Onderhavig decreet heft het decreet van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang op.

Art. 62. De contracten voor sociale samenhang die krachtens het decreet van 13 mei 2004 gesloten werden, lopen af op 31 december 2020. De vzw's die in het kader van een krachtens het decreet van 13 mei 2004 gesloten contract voor sociale samenhang gesubsidieerd worden, kunnen krachtens dit decreet prioritair een erkenning aanvragen voor de prioritaire krachtlijn(en) in lijn met de krachtlijn(en) waarrond ze op dit ogenblik werken. Het College bepaalt tot welke datum deze dossiers prioritair behandeld zullen worden.

Art. 63. Het College kan de krachtens het decreet van 13 mei 2004 gesloten contracten voor sociale samenhang verlengen voor een periode van een jaar die eenmaal hernieuwbaar is.

Art. 64. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt de in hoofdstuk 8 vastgestelde opdracht van het CRACS uitgeoefend door de operator die aangesteld is op het ogenblik dat dit decreet in werking treedt. Indien het College geen oproep tot het indienen van kandidaturen met het oog op de aanstelling van een nieuw CRACS gelanceerd heeft vóór 1 januari 2021, wordt het CBAI geacht de rol te vervullen van het krachtens dit decreet aangestelde CRACS.

Art. 65. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt de in hoofdstuk 9 vastgestelde opdracht van het CREDAF uitgeoefend door de operator die aangesteld is op het ogenblik dat dit decreet in werking treedt. Indien het College geen oproep tot het indienen van kandidaturen met het oog op de aanstelling van een nieuw CREDAF gelanceerd heeft vóór 1 januari 2021, wordt de vzw Lire et écrire Bruxelles geacht de rol te vervullen van het krachtens dit decreet aangestelde CREDAF.

Art. 66. Onderhavig decreet treedt in werking op de datum die door het College bepaald wordt en dit ten laatste op 1 januari 2021. Dit artikel geldt niet voor artikel 63 dat onmiddellijk in werking treedt.

Brussel, 30 november 2018.

De Griffier — De Secretaris — De Voorzitter

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C − 2019/40454]

14 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'indemnisation forfaitaire des commerces impactés par un chantier en voirie publique

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloise, l'article 8, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires, l'article 2, 1° ;

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux chantiers en voirie publique, art. 84 à 86, 91, 2° et 95 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C − 2019/40454]

14 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de forfaitaire schadevergoeding voor handelszaken die getroffen worden door een bouwplaats op de openbare weg

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen, artikel 2, 1°;

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg, artikelen 84 tot 86, 91, 2° en 95;